Perspectives

N°18/120 – Mensuel – 24 mai 2018

FRANCE – Travail temporaire :
Tendances à mi-mai 2018

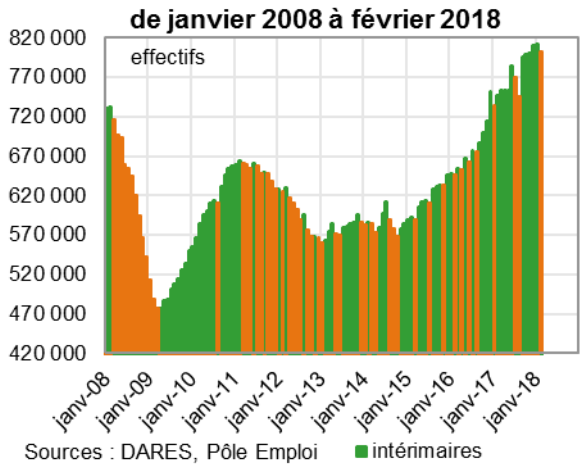
Synthèse

Historiquement, il existe une bonne corrélation entre les évolutions de l'activité économique et les effectifs de salariés intérimaires, tant en France que dans les principaux pays autorisant le travail temporaire. L'analyse des données montre que les évolutions de l'intérim devancent de quelques mois celles du PIB, tant dans les phases descendantes qu'ascendantes du cycle.

Dans ce contexte, une observation de l'évolution des effectifs intérimaires peut indiquer une orientation des tendances de l'activité économique, à défaut de permettre d'apprécier l'amplitude des évolutions.

Les données disponibles à la date de publication du présent bulletin mettent en évidence une accélération dans le mouvement de reprise engagé depuis le second semestre 2013. Le plafond des 650 000 ETP sur lequel butaient les effectifs intérimaires a été notablement enfoncé au troisième trimestre 2016 pour crever la barre des 700 000 ETP. Les niveaux actuels dépassent les plus hauts de 2007. Dans ce contexte, le moral des professionnels du secteur se situe dans une zone favorable traduisant leur confiance dans le potentiel de progression des prochains mois.

Population intérimaire en France :



Sur ces dernières années, les effectifs mensuels de salariés intérimaires (en équivalent temps plein) ont largement reflété les évolutions de la conjoncture nationale. Depuis 2008, les effectifs ont atteint deux points bas : l'un en mars 2009, l'autre en octobre 2012. Entre ces deux points, le marché de l'intérim a connu un redémarrage progressif et quasi-continu pour atteindre un pic en mars 2011, à un niveau néanmoins inférieur de 9% à celui des premiers mois de 2008.

Depuis le dernier point bas - soit depuis soixante-quatre mois - le marché a connu vingt-deux mois de baisse et quarante-deux mois de progression. À fin février 2018, les effectifs s'élevaient à 801 900 intérimaires, soit un niveau supérieur de 0,1% à celui de novembre dernier et supérieur de 41,0% aux effectifs d'octobre 2012 (dernier point bas). Sur les trois derniers mois, on dénombre deux mois de progression.

Bernard MONSIGNY
bernard.monsigny@credit-agricole-sa.fr

Tendances à mi-mai 2018

Effectifs intérimaires

En France, le volant intérimaire représente 3,5% de la population salariée du secteur concurrentiel.

Sur ces dernières années, les effectifs mensuels de salariés intérimaires (en équivalent temps plein - ETP) ont largement reflété les évolutions de la conjoncture nationale. Le point bas atteint en mars 2009 est inférieur de 35% aux effectifs de début 2008, suite à une baisse continue sur cette période.

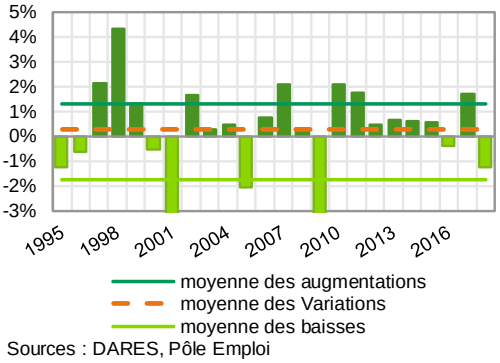
Le marché de l'intérim connaît ensuite un redémarrage progressif et quasi-continu pour atteindre un pic en mars 2011, à un niveau néanmoins inférieur de 9% à celui des premiers mois de 2008. Un mouvement de repli s'engage ensuite jusqu'en octobre 2012, qui constitue un nouveau point bas inférieur de 17% aux effectifs de mars 2011.

Depuis le dernier point bas - soit depuis soixante-quatre mois - le marché a connu vingt-deux mois de baisse et quarante-deux mois de progression. À fin février 2018, les effectifs s'élevaient à 801 900 intérimaires, soit un niveau supérieur de 0,1% à celui de novembre dernier et supérieur de 41,0% aux effectifs d'octobre 2012 (dernier point bas). Sur les trois derniers mois, on dénombre deux mois de progression.

À noter que février apparaît comme un mois plutôt favorable pour l'intérim. Ainsi depuis la constitution de la série par Pôle emploi en janvier 1995, les effectifs intérimaires de février ont été supérieurs à ceux de janvier dans 67% des cas. La baisse (-1,3%) observée en février dernier est proche en amplitude de la moyenne des baisses observées sur les mois de février de la période 1995-2016.

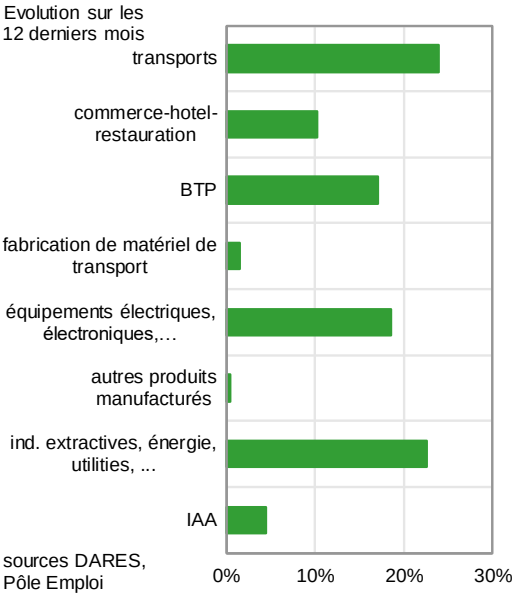
Le marché a d'abord rebondi mollement après le creux d'octobre 2012. Le redressement s'est ensuite renforcé pour s'accélérer depuis le second semestre de l'année 2016. Dans la foulée, la dernière enquête de confiance des chefs d'entreprise du travail temporaire pour l'activité des prochains mois se situe en zone favorable.

1995-2018 : variations des effectifs en février



Sources : DARES, Pôle Emploi

Effectifs Intérimaires février 2017-2018



sources DARES, Pôle Emploi

Bernard MONSIGNY
bernard.monsigny@credit-agricole-sa.fr

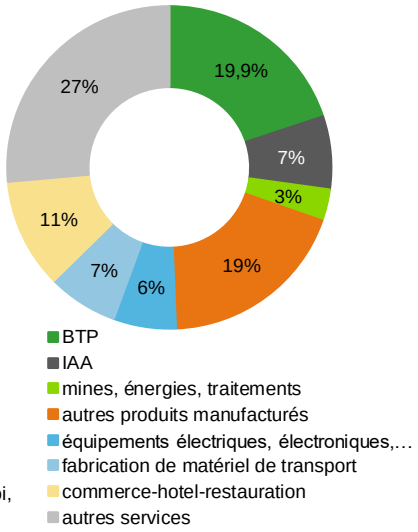
Tendances sectorielles

L'écart entre les effectifs intérimaires employés par l'industrie et ceux du secteur tertiaire se détend depuis le second semestre 2011. L'écart observé à fin février 2018 se situe sur des niveaux proches de ceux constatés en juin 2015.

Les segments industriels sont diversement affectés. Depuis le rebond d'avril 2009, l'essentiel de l'augmentation des effectifs intérimaires constatée dans l'industrie (+91,0%, +165 037 intérimaires) a été absorbé par le segment des produits manufacturés (46,6% des intérimaires), celui des équipements électriques (15,7%) et celui du matériel de transport (24,1%), ces secteurs ayant été très pénalisés durant la phase de repli (mars 2008-2009). Dans le même temps, les effectifs absorbés par le secteur du BTP ont progressé plus modérément (+47,2%). La progression dans les services (+78,0%) est inférieure à celle observée dans l'industrie.

En termes de variation mensuelle des effectifs : dans l'industrie, les équipements électriques et électroniques (7,3%) se distinguent favorablement, à l'inverse les industries manufacturières (-3,8%) connaissent un repli ; le BTP progresse ; le secteur des transports se détache au sein du tertiaire qui souffre plus que l'industrie.

Effectifs Intérimaires en février 2018 : répartition sectorielle



Sources : Pôle Emploi, DARES

2018 vs 2017	emplois intérimaires fév-2017*	emplois intérimaires fév-2018	variation 12 mois	emplois intérimaires jan-18*	variation mensuelle
Emplois intérimaires	**747 600**	**801 900**	**+7,3%**	**812 100**	**-1,3%**
Industrie	**330 439**	**334 392**	**+1,2%**	**331 337**	**+0,9%**
dont					
IAA	56 818	59 341	**+4,4%**	56 847	**+4,4%**
ind. extractives, énergie, utilities, …	20 933	25 661	**+22,6%**	24 363	**+5,3%**
autres produits manufacturés	153 258	153 965	**+0,5%**	159 984	**-3,8%**
équipements électriques, électroniques,…	42 613	50 520	**+18,6%**	47 102	**+7,3%**
fabrication de matériel de transport	56 070	56 935	**+1,5%**	57 659	**-1,3%**
BTP	**137 558**	**161 182**	**+17,2%**	**155 111**	**+3,9%**
Tertiaire	**275 864**	**303 118**	**+9,9%**	**307 786**	**-1,5%**
dont					
commerce-hotel-restauration	80 741	89 011	**+10,2%**	89 331	**-0,4%**
transports	86 722	107 455	**+23,9%**	107 197	**+0,2%**
autres	108 402	106 653	**-1,6%**	111 258	**-4,1%**

Sources : Pôle Emploi, DARES ** éléments recalculés*

Bernard MONSIGNY
bernard.monsigny@credit-agricole-sa.fr

Tendances régionales

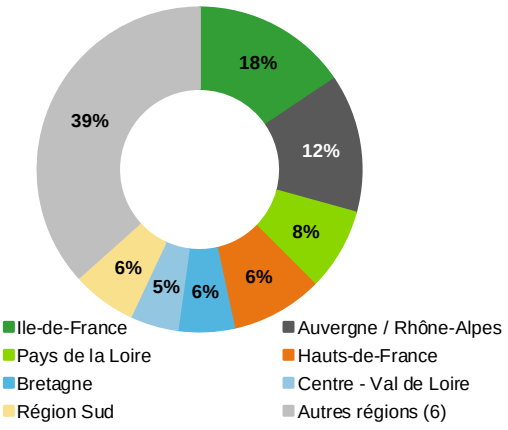
On constate des évolutions notables dans l'évolution de la demande par bassin d'emploi. Depuis le point bas de mars 2009, la progression des effectifs a concerné pour 67% les sept régions identifiées (63% des effectifs). Parmi les régions identifiées, l'Ile-de-France, les Pays de la Loire et la région Auvergne/Rhône-Alpes ont absorbé pour plus de 56% des effectifs regagnés, les replis les plus importants étant observés dans les régions Ile-de-France et Bretagne.

En termes de variation mensuelle des effectifs, la Région Sud et la Bretagne progressent notablement, tandis que la région Ile-de-France recule significativement.

2018 vs 2017	emplois intérimaires fév-2017*	emplois intérimaires fév-2018	variation 12mois	emplois intérimaires jan-18*	variation mensuelle ł
Emplois intérimaires	**747 600**	**801 900**	**+7,3%**	**812 100**	**-1,3%**
Ile-de-France	127 092	125 096	**-1,6%**	133 184	**-6,1%**
Auvergne / Rhône-Alpes	103 169	109 860	**+6,5%**	111 258	**-1,3%**
Pays de la Loire	63 546	65 756	**+3,5%**	66 592	**-1,3%**
Hauts-de-France	70 274	72 973	**+3,8%**	74 713	**-2,3%**
Bretagne	44 108	44 906	**+1,8%**	44 666	**+0,5%**
Centre - Val de Loire	37 380	38 491	**+3,0%**	38 981	**-1,3%**
Région Sud	38 875	51 322	**+32,0%**	49 538	**+3,6%**
Autres régions (6)	263 155	293 495	**+11,5%**	293 168	**+0,1%**

Sources : Pôle Emploi, DARES ** éléments recalculés* *ł provisoire Pôle Emploi*

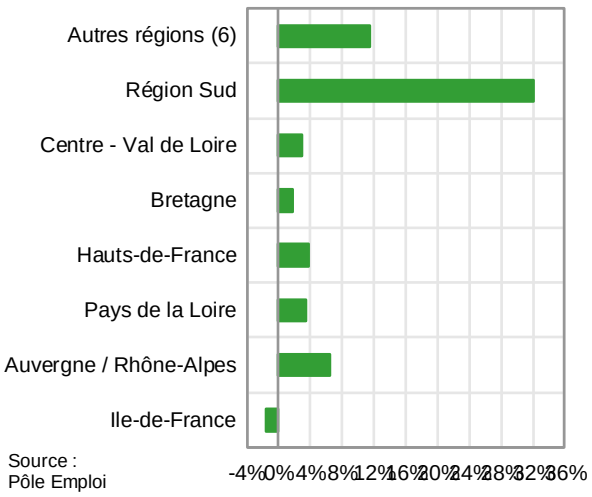
Effectifs Intérimaires en février 2018 : répartition géographique



Source : Pôle Emploi

Effectifs Intérimaires février 2017-2018

Evolution sur les 12 derniers mois



Source :
Pôle Emploi

Bernard MONSIGNY
bernard.monsigny@credit-agricole-sa.fr

Approche macro-économique

Historiquement, il existe une bonne corrélation entre les évolutions du PIB et des effectifs intérimaires, tant en France que dans les principaux pays autorisant le travail temporaire. L'analyse des données montre que les évolutions de l'intérim devancent de quelques mois celles du PIB, tant dans les phases descendantes qu'ascendantes du cycle.

Dans ce contexte, une observation de l'évolution des effectifs intérimaires peut indiquer une orientation des tendances de l'activité économique, à défaut de permettre d'apprécier l'amplitude des évolutions.

La baisse notable de l'activité intérimaire en 2008 constituait le signal fort d'un ralentissement économique appelé à se prolonger en 2009.

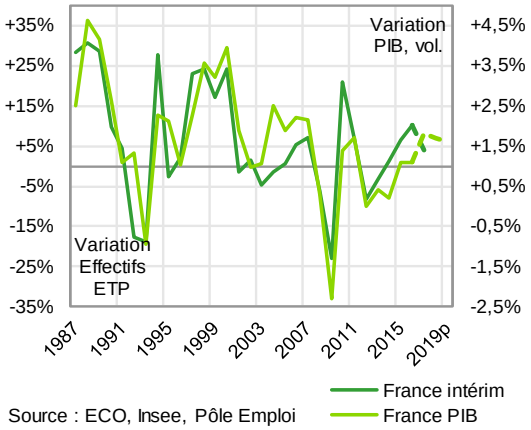
En 2010, la croissance des effectifs intérimaires s'est élevée à 20,1% en année pleine, ce changement d'inflexion confirmant le retournement de tendance de 2010. En 2011, la croissance des effectifs intérimaires s'élève à 6,6% en année pleine, compte tenu d'un mois de décembre en retrait sur celui de novembre.

Pour l'ensemble de l'année 2014, nos économistes (ECO) ont constaté une activité économique timide (+0,2%) dans la ligne de 2013, ce que reflète la progression très modérée des effectifs intérimaires.

Après une progression de l'activité économique voisine de 1,1% en 2015 et en 2016, nos économistes tablent sur progression de 1,8% pour 2017, ramené à 1,7% en 2018. Ce scénario conduit à espérer encore une poursuite en 2018 du rebond des effectifs intérimaires observé durant les années 2015-2016, mais à un rythme plus modéré.

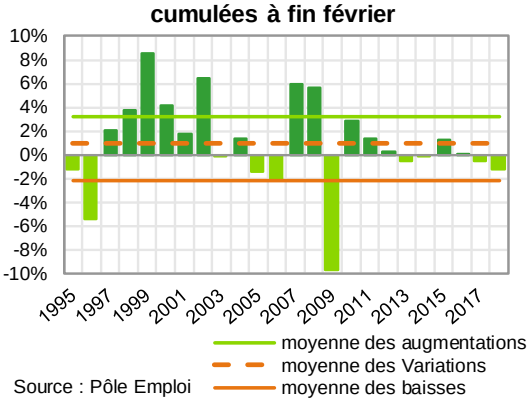
Dans l'hypothèse d'une stabilisation des volumes du reste de l'année sur les niveaux de février, l'ensemble de l'année 2018 s'inscrirait en progression de 4,1% par rapport à l'année 2017.

Si l'on observe les performances cumulées du secteur à fin février des années de la période 1995-2017, dix exercices ont enregistré des baisses et quatorze exercices ont enregistré des progressions (dont cinq années de baisse entre 2008 et 2017). À fin février 2018, l'évolution cumulée sur l'année correspond à une baisse (-1,2%) qui se compare défavorablement à la stabilité observée à fin février 2017.



Source : ECO, Insee, Pôle Emploi

1995-2018 : variations des effectifs cumulées à fin février



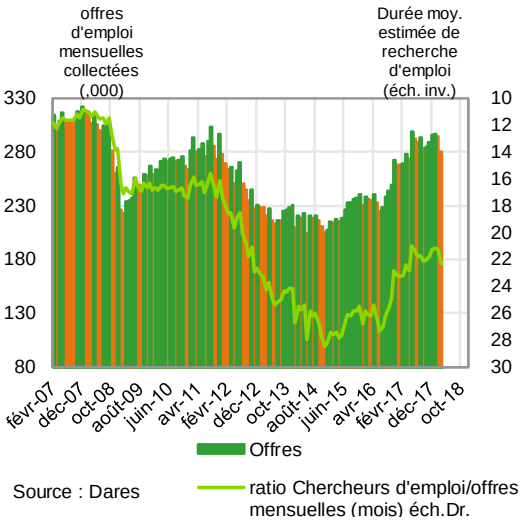
Source : Pôle Emploi

Bernard MONSIGNY
bernard.monsigny@credit-agricole-sa.fr

Marché du travail

Après avoir connu un niveau stable voisin de 300 000 offres d'emploi mensuelles collectées jusqu'à la fin du premier semestre 2008, le marché de l'emploi a décroché pour se stabiliser sur un palier inférieur de 19%, avant de connaître une timide embellie au début de l'année 2011. Parallèlement, le ratio entre le nombre d'offres mensuelles et les effectifs mensuels sans emploi[1] - soit donc la durée théorique pour atteindre le plein emploi - s'est notablement détérioré passant d'un an en 2007 à près de dix-huit mois à fin 2010.

À fin mars 2018, on dénombrait 280 100 offres collectées, soit une hausse de 4,6% par rapport au plus bas de l'année 2017 atteint en janvier dernier et une hausse de 17,5% par rapport au début de l'année 2017.

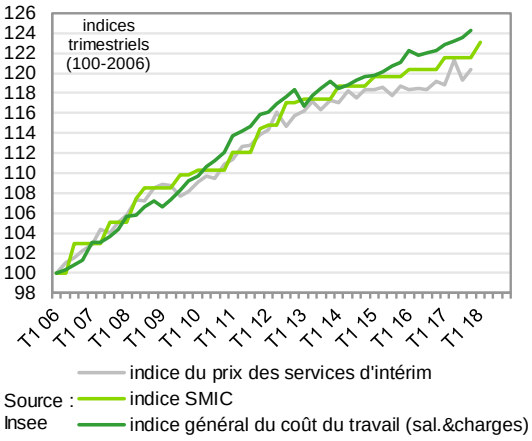


Source : Dares

Depuis 2005, le niveau de prix des services d'intérim a progressé à un rythme annuel moyen de 2,1% qui recouvre une phase de relative stabilité entre le troisième trimestre 2008 et le troisième trimestre 2009.

L'indice général du coût du travail (salaires & charges) a évolué à un rythme annuel moyen de +2,7%. L'écart de progression entre les deux indices reflète - entre autres - l'impact des aides Fillon et réductions de charges sur les bas salaires à compter de 2009.

Parallèlement, le SMIC mensuel a progressé de 2,3% par an sur la période 2006-2014. La revalorisation contractuelle de début d'année s'est élevée à 1% en janvier 2015, à 0,6% en janvier 2016, à 0,93% en janvier 2017 et à 1,24% en janvier 2018.



Source : Insee

[1] Les catégories -classées de A à E- recouvrent l'ensemble des chercheurs d'emploi : des demandeurs sans emploi (catégorie A) aux chercheurs en activité (catégorie E).

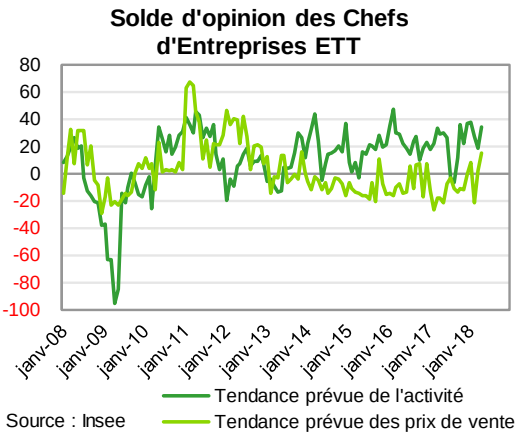
Bernard MONSIGNY
bernard.monsigny@credit-agricole-sa.fr

Entreprises de travail temporaire

Le solde de l'opinion mensuel des chefs des entreprises de Travail Temporaire sur les perspectives d'activité s'est notablement redressé sur l'année 2013, avant de retomber significativement en fin d'année.

L'année 2016 a enregistré dès le premier trimestre 2016 un redressement notable et significatif de l'opinion qui s'est retourné au second semestre. **À fin avril 2018,** l'indice de confiance pour l'activité des trois prochains mois se situe dans une zone où l'emporte une très forte majorité d'opinions favorables. Relevons que le solde s'est amélioré de 15 points par rapport au mois précédent, soit une forte amélioration. Par rapport au mois de février dernier (trois mois), le solde s'est amélioré de 6 points.

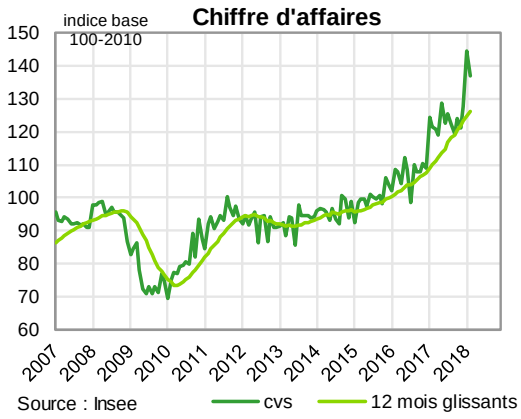
Pour ce qui concerne les anticipations d'évolutions tarifaires, l'indice de confiance se situe dans une zone où l'emporte une courte majorité d'opinions favorables. Relevons que le solde s'est amélioré de douze points par rapport au mois précédent, soit une amélioration sensible.



Au total, l'année 2017 s'est achevée sur un sentiment plutôt favorable au regard des réalisations de fin d'année proche des plus hauts de 2007. Et l'année 2018 a ouvert dans la même note.

Sur la période 2000-2007, le CA des affaires de travail temporaire a progressé à un rythme régulier voisin de 3,7% annuels pour atteindre un plateau en 2007 et 2008.

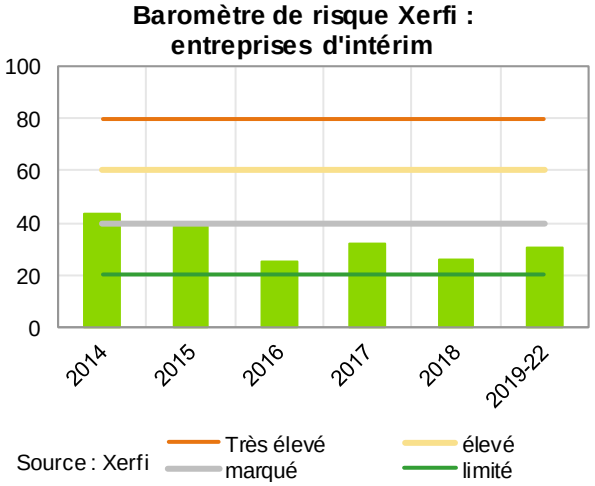
Conséquence de la crise, le secteur voit son activité s'effondrer de 23% en 2009 pour retrouver un volume d'affaires voisin de celui de 2000. En 2010, l'activité retrouve les niveaux de 2004, progressant de 7,1%.



En 2011, le volume d'affaires a progressé de 15% par rapport à 2010, se situant en retrait d'environ 4% sur les niveaux observés en 2007 et 2008. Cette amélioration correspond en grande partie à des augmentations tarifaires passées durant l'été à partir de mai et sans doute aussi à quelques effets de *mix*, les effectifs ETP (l'effet volume) n'ayant progressé que de 6,6% en 2011.

Sur les deux premiers mois de l'année 2018, le CA moyen est supérieur de 14,4% à celui de la période 2017 comparable. Cette évolution résulte d'un effet *mix*-prix favorable (+5,1%) et d'effectifs en progression (+8,9%) par rapport à ceux des deux premiers mois de 2017.

Le bureau d'études **Xerfi** publie depuis 2009 **un indicateur prévisionnel du risque de défaillances** d'entreprises de formats PME et ETI pour plus d'une centaine de secteurs. **Dans le cas du travail temporaire**, le secteur a évolué jusqu'en 2012 dans une zone de risque moyen avant de décélérer notablement. Pour le moyen terme, le degré de risque resterait significativement contenu.



Bernard MONSIGNY
bernard.monsigny@credit-agricole-sa.fr

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
11/05/2018	Monde - L'actualité de la semaine	Monde
07/05/2018	France – Immobilier résidentiel : évolutions récentes et perspectives 2018-2019	France, Immobilier
04/05/2018	Monde - L'actualité de la semaine	Monde
30/04/2018	Europe – Commerce extérieur – Guerre commerciale : le prix à payer	Europe
30/04/2018	France - Scénario 2018-2019 : Une croissance solide en 2018-2019, malgré des difficultés...	France
19/04/2018	Royaume-Uni – Scénario 2018-2019 : perspectives au T1-2018	Royaume-Uni
18/04/2018	France – Programme de stabilité 2018	France
18/04/2018	Allemagne – Scénario 2018-2019 : perspectives au T1-2018	Allemagne
11/04/2018	France – Établissements de santé : tendances à mi-avril 2018	France, sectoriel
04/04/2018	Monde – Scénario macro-économique 2018-2019 : en termes de croissance, le mieux peut se révéler...	Monde
04/04/2018	Allemagne – Marché immobilier : s'approche-t-on du retournement du cycle ?	Allemagne
03/04/2018	Infographie - Le baromètre des Médias en France	Sectoriel
30/03/2018	France : situation des PME	France
28/03/2018	Royaume-Uni – Brexit : des avancées significatives, mais le plus dur reste à faire	Royaume-Uni
22/03/2018	Le Baromètre de l'e-Commerce en France	France, sectoriel

Achevé de rédiger le 24 mai 2018

Crédit Agricole S.A. — Pôle des Études Économiques Groupe
12 place des Etats-Unis – 92127 Montrouge Cedex
Directeur de la publication : Isabelle Job-Bazille
Rédacteur en chef : Bernard Monsigny
Documentation : Saadia Moussannif **- Statistiques :** Robin Mourier
Réalisation & Secrétariat de rédaction : Fabienne Pesty
Contact : publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : http://etudes-economiques.credit-agricole.com
iPad : application Etudes ECO disponible sur l'App store
Android : application Etudes ECO disponible sur Google store

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Le Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.